

LE TRISTE BILAN DE LA COALITION

Afghanistan 2004



L'Union européenne appelle à une Conférence internationale sur l'avenir de l'Afghanistan. Deux ans après l'opération *Liberté immuable*, le pays n'a toujours pas d'État digne de ce nom. Alors que les Nations unies ont réussi à scolariser plus de quatre millions d'enfants, la force multinationale installée dans la capitale peine à sécuriser les provinces. Tandis que l'économie redémarre, exclusivement centrée sur la production d'opium, une assemblée constitutionnelle, élue par moins de 3% de la population, a adopté une constitution écrite par l'émissaire états-unien pour légitimer le pouvoir du narco-président Karzai.

page 2

L'actualité vue au travers du prisme électoral

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Les états-majors de campagne des candidats à l'élection présidentielle états-unienne tentent de cerner le thème sur lequel les électeurs détermineront leur choix. Pour l'équipe de Bush, ce sera la sécurité intérieure face au terrorisme. Pour les Démocrates, ce sera soit la crise du système de santé et de retraite, soit la multiplication des guerres. L'ex secrétaire d'État Madeleine Albright en détermine un autre : la continuation ou la rupture des relations transatlantiques.

page 6

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Ariel Sharon critique l'opposition de la Jordanie au mur de séparation

■ Ariel Sharon ne veut pas ouvrir avec la Syrie des négociations pouvant aboutir à un retrait du Golan

■ L'Union européenne et les États-Unis s'opposent aux « assassinats ciblés » israéliens

■ Le gouvernement israélien continue à débattre du mur de séparation

■ Le Premier ministre israélien révèle une rencontre récente entre Shimon Perès et Ahmed Qureih

■ Regain de tension à la frontière israélo-libanaise

page 14



LES PAYSANS ARGENTINS PIRATENT LES OGM

La firme Monsanto qui a réalisé de prodigieux bénéfices en commercialisant des semences de soja transgéniques stériles rencontre ses premières difficultés. Elle vient d'annoncer la cessation de ses activités en Argentine face au développement du marché noir. Des agriculteurs produisent des semences identiques en piratant sa biotechnologie.

Le triste bilan de la Coalition

Afghanistan 2004

L'Union européenne appelle à une Conférence internationale sur l'avenir de l'Afghanistan. Deux ans après l'opération *Liberté immuable*, le pays n'a toujours pas d'État digne de ce nom. Alors que les Nations unies ont réussi à scolariser plus de quatre millions d'enfants, la force multinationale installée dans la capitale peine à sécuriser les provinces. Tandis que l'économie redémarre, exclusivement centrée sur la production d'opium, une assemblée constitutionnelle, élue par moins de 3% de la population, a adopté une constitution écrite par l'émissaire états-uniens pour légitimer le pouvoir du narco-président Karzai.



Voici deux ans, l'opération *Liberté immuable* de la Coalition globale mettait fin à 23 ans de guerres et d'instabilité en Afghanistan. Officiellement, cette intervention avait été entreprise à la suite des attentats du 11 septembre pour « arrêter et traduire en justice Oussama Ben Laden et ceux qui le protègent ». Accessoirement, elle a permis d'installer un nouvel État, à la faveur de la non reconnaissance par la communauté internationale des diverses autorités qui se partageaient le pays, dont l'Émirat des talibans [1]. Alors que l'ONU a accompli un effort gigantesque d'assistance aux populations, notamment en scolarisant 4,2 millions d'enfants et en rétablissant un système sanitaire, la Coalition s'est désintéressée de la reconstruction politique. Tant bien que mal, une Constitution a été adoptée, le 4 janvier 2004, mais il est peu probable que l'élection présidentielle prévue pour juin puisse se tenir. C'est pourquoi l'Union européenne s'apprête à demander la convocation d'une conférence mondiale

visant à conduire à son terme le processus de stabilisation et de démocratisation de l'Afghanistan.

Le renversement des Talibans, qui contrôlaient la région de Kaboul, n'est pas l'œuvre militaire de la Coalition, mais d'un rassemblement de factions rivales autour du Front islamique uni, rebaptisé par la presse occidentale « Alliance du Nord » et soutenu de longue date par l'Inde, l'Iran et la Fédération de Russie. Les États-Unis qui avaient placé au pouvoir les Talibans, s'étaient contentés de changer de camp leur soutien et d'acheter à coup de millions de dollars le ralliement de chefs de guerre. La fin des hostilités n'a donc pas débouché sur un changement de système politique, mais traduit un renversement des rapports de force.

L'Accord de Bonn, négocié entre factions sous les auspices de l'Onu, mais surtout sous pression états-unienne, a permis d'installer un gouvernement provisoire centralisé autour d'Hamed Karzaï, qui cumule les fonctions de président et de Premier ministre. Ancien agent de la CIA à l'époque de William Casey, émigré aux États-Unis où il obtint la double nationalité, Hamid Karzaï était devenu un ami personnel de la famille Bush et un cadre de la holding pétrolière UNOCAL qui assure la maîtrise d'œuvre du projet de pipe-line trans-afghan. Dénué de toute légitimité sur place, son autorité et celle de son gouvernement sont proportionnelles à la protection que lui offrent les troupes étrangères de la Force internationale d'assistance et de sécurité (ISAF). Or, celles-ci étant limitées en nombre ne peuvent guère s'aventurer hors de Kaboul, l'autorité du gouvernement hors de la capitale demeure incertaine. Il est représenté en province par d'anciens chefs de guerre dont les comportements évoluent lentement. À chaque instant les combats entre factions sont susceptibles de reprendre à l'extérieur de Kaboul. Au cours du quatrième trimestre 2003, les accrochages ont été plus nombreux et plus meurtriers que pendant les vingt mois précédents. Le retour de la violence a causé la mort de nombreux civils, ainsi que des représentants d'organisations internationales. En octobre, la guerre a paru reprendre entre le clan d'Atta Mohammed et celui de Dostum à Mazar-e Charif. Heureusement, un cessez-le-feu a rapidement pu être négocié entre ces factions incluant un désarmement portant sur les armes lourdes [2]. Le maintien de la paix est donc lié au déploiement de l'ISAF. Cette force multinationale a constitué de premières « équipes de reconstruction provinciales », mais faute d'effectifs, il n'en existe que quatre à ce jour (provinces de Kunduz, Parwan, Herat et Kandahar).

Le programme de désarmement général, de démobilisation des forces des uns et des autres et de formation d'une armée nationale a juste débuté. La phase pilote du désarmement, intitulée « Programme Nouveau départ pour l'Afghanistan » a commencé le 24 octobre dans la province de Kunduz permettant la démobilisation et la réinsertion d'un millier de combattants. La seconde phase, initiée à Gardez le 9 novembre, a permis de démobiliser et de réinsérer plus de 1500 soldats. La troisième a débuté à Kaboul le 10 décembre et concerne 2000 hommes. La quatrième commencera à Gardez ces jours-ci.

Parallèlement, l'armée nationale afghane se constitue sous encadrement états-unien. Elle comprend à ce jour 6500 hommes répartis en 12 bataillons. Il est prévu qu'elle atteigne dans une décennie 70 000 hommes. La formation de la

police n'est pas plus rapide. Sur 50000 policiers et 12000 gardes-frontière prévus, moins de 3000 ont été recrutés avec l'aide financière de l'Union européenne. On sait que le président Karzaï a si peu confiance dans son administration que sa sécurité rapprochée est assurée par des mercenaires d'une compagnie privée états-unienne.

Indépendamment de cette question d'organisation, l'ordre public est tributaire de la promulgation de nouvelles lois. À ce jour, ni le Code civil, ni le Code pénal n'ont été rédigés. Le Ministère taliban pour la promotion des vertus et la suppression des vices a été remplacé par un Département des instructions islamiques qui ne diffère guère [3]. En outre, on ne voit pas très bien comment rétablir un semblant de justice sans juger les criminels de guerre. Or, le général Dostum, surnommé Gengis Khan en raison des cruautés qu'il aime perpétrer en public, est notoirement responsable du **massacre de 3000 combattants au moins à Mazar-e Charif** sur demande implicite de Donald Rumsfeld pendant l'opération *Liberté immuable* [4]. Il est peu probable qu'il ait jamais à s'en expliquer et sa nomination comme ministre de la Défense est aujourd'hui à l'ordre du jour.



Le Général Dostum, dit « Gengis Khan »
Abdul Rachid Dostum impose toujours sa loi à Mazar-e Charif.

Le seul changement de mœurs important est la reprise de culture de l'opium, qui était sévèrement réprimée par les Talibans à la fin de leur émirat et ne l'est plus aujourd'hui. Selon le rapport de l'**Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC)**, rendu public le 29 octobre, les revenus agricoles de l'opium sont estimés à 2,3 milliards de dollars, soit plus de la moitié du PIB afghan. Le pays est redevenu le premier producteur mondial d'opium. Il est peu réaliste de croire que cette drogue puisse être cultivée et exportée en de telles quantités sans l'accord au moins tacite des autorités nationales et d'assistance militaire internationale.

La restauration de l'État passe par l'édification d'un système politique recueillant l'adhésion de la population. L'Accord de Bonn prévoit l'établissement progressif d'une démocratie. Une assemblée, la Loya Jirga, a été mise en place pour rédiger une constitution. Elle comprend 340 membres élus des provinces, 110 représentants des minorités politiques (femmes, minorités religieuses, nomades), et 52 personnalités désignées par le président-Premier

ministre. Moins de 3% des électeurs potentiels ayant pu participer à l'élection des députés de sorte, la Loya Jirga s'apparente à une fiction démocratique. La Constitution adoptée par cette curieuse assemblée n'est pas le fruit d'une délibération, elle a été rédigée par le représentant spécial états-unien Zalmay Khalilzad, et soumise à approbation. Les chefs de guerre ont négocié quelques amendements, notamment la suppression de la référence à la Déclaration universelle des Droits de l'homme et la subordination des lois positives à la Charia. De nombreux votes ont été achetés ou extorqués sous la menace. En définitive, cette constitution, dont certains passages peuvent faire l'objet d'interprétations variées, donne tous les pouvoirs à Hamid Karzaï. Cette mise en scène s'est donc bornée à donner une apparence de légitimité à un gouvernement fantoche imposé par Washington.

Pour les Afghans, la liberté et la démocratie restent à conquérir.

Documents de référence sur la situation en Afghanistan :

Plusieurs centaines de documents relatifs à l'opération *Enduring Freedom* ont été archivés sur notre serveur [911 Investigations](#). La plupart sont en anglais et au format PDF.

Pour l'année 2002, on trouvera des documents en français dans la rubrique *Fil diplomatique* de [Réseau Voltaire](#). Notamment :

- ▶ [Compte rendu de la réunion du Conseil de sécurité du 15 janvier 2004](#)
 - ▶ [Rapport périodique du secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité \(30 décembre 2003\)](#)
 - ▶ [Rapport du secrétaire général de l'ONU à la 58e Assemblée générale \(3 décembre 2003\)](#)
 - ▶ [Rapport de mission des membres du Conseil de sécurité \(11 novembre 2003\)](#)
 - ▶ [Rapport périodique du secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité \(23 juillet 2003\)](#)
 - ▶ [Rapport périodique du secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité \(18 mars 2003\)](#)
-

[1] Le gouvernement virtuel du président Burhanuddin Rabbani siégeait à l'ONU, mais n'exerçait aucun pouvoir en Afghanistan.

[2] Il semble que, en violation de l'accord, les forces du général Dostum n'aient abandonné qu'une faible partie de leurs armes lourdes.

[3] L'opinion publique occidentale a perdu de vue que la tragédie des femmes afghanes trouve son origine dans la guerre entreprise par les puissances occidentales contre le régime progressiste communiste en s'appuyant sur des groupes jihadistes obscurantistes. Sous le régime marxiste de Mohammed Taraki, la scolarisation des enfants des deux sexes était obligatoire, le l'évirat -c'est-à-dire l'obligation pour les veuves d'épouser le frère du défunt- était interdite, ainsi que la vente des êtres humains. Cf. « Une guerre pour les femmes » par Christine Delphy, in *Le Monde diplomatique*, mars 2002.

[4] Donald Rumsfeld avait déclaré qu'il serait regrettable que les prisonniers détenus par Dostum « soient libérés et puissent se rendre dans un autre pays ». Voir à ce sujet le film de Jamie Doran, *Massacre en Afghanistan, le convoi de la mort*.

L'actualité vue au travers du prisme électoral

Analyse

Les états-majors de campagne des candidats à l'élection présidentielle états-unienne tentent de cerner le thème sur lequel les électeurs détermineront leur choix. Pour l'équipe de Bush, ce sera la sécurité intérieure face au terrorisme. Pour les démocrates, ce sera soit la crise du système de santé et de retraite, soit la multiplication des guerres. Dans le quotidien australien, *The Age*, l'ancienne secrétaire d'État démocrate Madeleine Albright en détermine un autre : la continuation ou la rupture des relations transatlantiques.

Relativisant l'attitude l'administration Bush que critique Mme Albright, le général James L. Jones, commandeur suprême de l'OTAN en Europe, se félicite dans *Le Figaro* du bon fonctionnement de l'OTAN. Il propose de résoudre la querelle à propos d'une force de défense européenne indépendante de l'Alliance en reconnaissant le droit des États européens à mener des actions au sein de l'OTAN sans les États-Unis.

Pour mener campagne sur la sécurité intérieure encore faut-il éviter de banaliser le risque terroriste. C'est pourquoi, le stratège Edward N. Luttwak demande la suppression du système d'alerte actuel. Il explique, dans le *Los Angeles Times*, que les politiciens, inquiets de se voir reprocher s'il survenait un drame de ne pas avoir prévenu les populations, en font un usage excessif. À force, l'opinion n'en tient plus compte et finit par douter de l'existence du risque terroriste.

La guerre est aussi un sujet sensible, d'autant que l'on assiste à un début de scénario à la vietnamienne : une victoire militaire extérieure s'accompagnant d'une défaite politique intérieure. Ainsi, le lieutenant-colonel Gian P. Gentile stigmatise dans le *Washington Post* l'inefficacité de la stratégie du « gant de velours » préconisée par le Corps des marines en Irak. Par opposition, il glorifie le bilan de l'action énergique de l'Army dans le triangle sunnite. Sa tribune

manifeste le besoin de l'Army de justifier des méthodes contre-insurrectionnelles dont la brutalité est aujourd'hui contestée.

Washington finit par mesurer le coût du bourbier irakien qu'il a voulu gérer seul. Changeant brutalement de stratégie, la Maison-Blanche souhaite aujourd'hui se défaire de ses responsabilités sur l'ONU. C'est pourquoi l'ambassadeur James Dobbins, ancien responsable états-unien de la reconstruction en Haïti, en Somalie, dans les Balkans et en Afghanistan, propose dans l'*International Herald Tribune* que l'on s'appuie en Irak sur l'exemple afghan. On comprend que cette présentation technique permettrait aux États-Unis de justifier leur revirement politique sans perdre la face.

Le directeur de la planification du département d'État, Richard N. Haas, assure dans le *Taipei Times* que les États-Unis soutiennent la démocratie partout dans le monde et que cette préoccupation guide désormais leur politique dans le monde musulman où toute démocratie est absente. Une telle affirmation vise à la fois à valoriser les États-Unis, auto-qualifiés de pays de la Liberté, et Israël, que l'on s'emploie à présenter contre toute évidence comme la seule démocratie du Proche-Orient.

Peu convaincus par cette rhétorique, le chanteur Bono et le sénateur républicain Mitch McConnell plaident dans l'*International Herald Tribune* pour une action de la communauté internationale visant à rétablir la démocratie en Birmanie. Une junte narco-militaire y a réduit la population en esclavage ne soulevant que des protestations de pure forme de la part des grandes puissances.

Alors que le gouvernement Sharon vient de financer une campagne de relations publiques internationales pour justifier de la construction du « mur de séparation », Maîtres David Rifkin et Darin R. Bartram tentent de démontrer que les États-Unis et le Royaume-Uni doivent défendre Israël à ce sujet devant la Cour internationale de Justice. Ils s'efforcent pour cela de neutraliser l'accusation d'annexion du territoire palestinien et d'assimiler le mur à diverses barrières installées en Irak ou en Irlande. Ils décrivent donc, dans l'*International Herald Tribune*, la « barrière de sécurité » comme un ouvrage provisoire n'entravant pas la circulation des Palestiniens, mais filtrant les « terroristes ».

Madeleine K. Albright



Madeleine K. Albright est ancienne secrétaire d'État états-unienne sous l'administration Clinton (1997-2001) et ancienne ambassadrice à l'ONU (1993-1997).

« Le choix historique des Américains »

Source : The Age

Référence : « Americans' historic choice », par Madeleine Albright, *The Age*, 20 janvier 2004.

George W. Bush, en ignorant les difficultés de la question irakienne qui étaient signalées par nos alliés européens, a créé la plus grave tension dans les relations transatlantiques depuis la crise de Suez. La guerre en Irak a ouvert une crise déjà préparée par les oppositions sur les questions commerciales, de contrôle des armes, le Moyen-Orient, le réchauffement de la planète et la **Cour criminelle internationale**.

En mars, une minorité des Européens avaient une bonne image des Etats-Unis. La crise euro-atlantique doit être apaisée sous peine de voir s'écrouler la totalité du réseau d'institutions et d'accords construit depuis la Seconde Guerre mondiale. Si l'administration Bush n'y prend pas garde, Saddam Hussein aura réussi là où les dirigeants soviétiques ont échoué pendant 40 ans : diviser les États-Unis et l'Europe. De nombreux endroits dans le monde ont besoin de la coopération transatlantique, c'est pourquoi il faut construire des ponts en direction de l'Europe.

Malheureusement, dans sa campagne électorale, Bush affirme qu'il fera le contraire et les Républicains accusent les Démocrates de vouloir confier notre sécurité à d'autres en restaurant les liens transatlantiques et en internationalisant la question irakienne. Dans cette situation, l'élection de 2004 sera un référendum pour ou contre la poursuite des relations transatlantiques et un moment historique pour les États-Unis.

James L. Jones



Fin connaisseur de la France où il a vécu 15 ans, le général James L. Jones est commandant

« La contribution de la France à l'Otan est essentielle »

Source : Le Figaro

Référence : « La contribution de la France à l'Otan est essentielle », par James L. Jones, *Le Figaro*, 20 janvier 2004.

Malgré les frictions politiques, la coopération militaire dans l'**OTAN** est restée étroite et j'en suis fier. La récente visite de **Michelle Alliot-Marie** à Washington semble marquer d'ailleurs un réchauffement des relations politiques qui ne m'a pas étonné. Il y a eu d'un côté comme de l'autre des réactions extrêmes anti-

suprême des forces alliées en Europe (Saceur). Il est le premier officier du corps des marines à exercer cette fonction.

françaises ou anti-américaines, mais elles ne reflétaient pas la conviction de la majorité. Je suis optimiste pour l'avenir sur ce point.

La contribution française dans l'OTAN est essentielle et le travail concret pour la constitution de la *Nato response force* (NRF) le montre bien. Les forces spéciales françaises et américaines travaillent ensemble en Afghanistan et au Pakistan et les choses marchent mieux qu'on ne le dit entre nos pays. L'OTAN étudie la possibilité d'étendre son action en Afghanistan, mais en Irak, malgré certaines tractations politiques, rien n'est prévu et je n'ai reçu aucun ordre de planification d'une mission.

Au sommet de Prague de 2002, il a été décidé d'adapter l'OTAN à la lutte contre le terrorisme, contre le trafic d'armes et de drogue, et à toutes les nouvelles menaces. C'est pour cela que nous avons simplifié la chaîne de commandement et avons développé la rapidité de réaction de nos armées. Auparavant tournée vers la lutte contre l'URSS, l'Alliance doit désormais disposer de troupes légères et se tourner vers de nouvelles régions, comme l'Afrique où subsistent de nombreuses zones de non-droit.

J'espère que, sur ce terrain comme sur les autres, les relations entre l'Union européenne et l'OTAN seront de plus en plus étroites. Je me méfie des propositions qui semblent suggérer qu'il y aura une armée européenne hors de l'OTAN. Les pays de l'OTAN doivent cependant disposer de la possibilité d'agir et de conduire une mission sans la participation d'un des États membres, même les États-Unis, dans le cadre de l'Alliance. Lors du sommet d'Istanbul, nous aborderons de nombreux sujets et nous montrerons que les relations entre les États-Unis et la Turquie se portent bien et que les tensions de 2003 n'étaient dues qu'à l'inexpérience du nouveau gouvernement turc.

Edward N. Luttwak



Concepteur d'une théorie originale des relations internationales qui affirme la prééminence de la géoéconomie sur la géopolitique, Edward N. Luttwak est membre du National Security Study Group du département de la Défense états-unien. Il est également membre du Center for Strategic and International Studies.

« Les dommages causés par le système d'alerte sont alarmants »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Damage From the Alert System Is Alarming », par Edward N. Luttwak, *Los Angeles Times*, 19 janvier 2004.

Le Congrès a une bonne opportunité de favoriser le bien être de la nation sans rien dépenser en déclarant simplement qu'aucun fonctionnaire, quel que soit son rang, ne peut être blâmé ou puni pour ne pas avoir averti la population d'un risque d'attentat terroriste. Ainsi, les responsables politiques cesseront d'utiliser à tout bout de champ l'alerte orange ou l'alerte générale pour se prémunir de poursuites en justice. En effet, l'utilisation excessive de ce système d'alerte fait que les Américains n'y prêtent plus attention.

Le fait de supprimer cette responsabilité ne rendra pas le **département à la Sécurité de la Patrie** moins efficace et cela aura d'autres effets positifs. En effet, à chaque alerte, nous subissons un poids économique en perte de touristes et d'investissements étrangers. Nous donnons également l'image d'un pays craintif, ce qui nuit à notre prestige et à notre diplomatie, et vulnérable, ce qui peut encourager d'autres attaques. Le plus grand dommage causé par ce

système est cependant d'ordre intérieur car la succession des fausses alertes sert les buts des terroristes qui veulent justement effrayer les populations pour qu'elles cèdent à leurs exigences.

Le système d'alerte est plus digne de la série télé *Galactica* que d'un pays cherchant sa sécurité. Ni Israël, ni le Royaume-Uni n'ont jamais mis en place de système équivalent et nous avons d'autres moyens pour mobiliser nos services en cas de risque que de faire ce type d'annonce. La suppression du système permettra également de faire taire les critiques affirmant qu'il sert des buts politiques et électoraux.

Gian P. Gentile

Gian P. Gentile est lieutenant colonel dans l'US Army et a servi en Irak. Il enseigne l'histoire militaire à l'académie militaire de West Point et est l'auteur de *How Effective is Strategic Bombing ? Lessons Learned from World War II to Kosovo*.

« Les risques du gant de velours »

Source : Washington Post

Référence : « The Risk of Velvet Gloves », par Gian P. Gentile, *Washington Post*, 19 janvier 2004.

En avril dernier, j'étais l'officier commandant la première brigade de la quatrième division d'infanterie à Tikrit et il m'avait été conseillé par mes collègues des Marines d'appliquer la stratégie du « gant de velours » avec les Irakiens. Elle consiste à chercher à obtenir l'adhésion de la population en se comportant amicalement et en limitant les patrouilles et les contrôles dans la journée. Cela permettrait de marginaliser les fidèles de l'ancien régime en nous liant aux Irakiens amicaux.

Nous n'avons pas suivi les recommandations des Marines et nous avons choisi une approche plus directe contre les terroristes. Nous avons mené des raids contre les membres de l'ancien régime, opérant dans le triangle sunnite. Cela nous a permis de capturer Saddam Hussein, il y a quelques semaines. Dans le même temps, nous avons contribué à la reconstruction des écoles, à l'approvisionnement en carburant, au développement de la production électrique et nous avons construit des relations fortes avec les Irakiens.

Pourtant, malgré nos résultats, les Marines critiquent l'Army pour avoir été trop dure. Ils affirment qu'ils étaient en train d'obtenir le soutien des sunnites quand ils nous ont laissé le terrain, il y a huit mois, et que leur tactique du « gant de velours » fonctionne bien dans le Sud. Mais le Sud de l'Irak ou le Nord n'ont rien à voir avec le triangle sunnite. Nous avons peut-être été trop durs à certaines occasions, mais nous avons essentiellement adapté nos stratégies au terrain et les stratégies simplistes des Marines n'auraient pas fonctionné. Si on applique la stratégie du gant de velours dans le centre de l'Irak, il y a de forts risques de perdre les acquis obtenus par l'Army.

James Dobbins

James Dobbins est directeur de la Rand Corporation. Il a été l'envoyé spécial de l'administration Bush en Afghanistan et il avait supervisé auparavant les opérations de maintien de la paix au Kosovo, en Bosnie, en Haïti et en Somalie.

« Apporter l'expérience afghane en Irak »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Bringing the Afghan experience to Iraq », par James Dobbins, *International Herald Tribune*, 20 janvier 2004.

La nomination de Lakhdar Brahimi, l'ancien envoyé de l'ONU en Afghanistan, comme conseiller de **Kofi Annan**, ouvre la possibilité que l'ONU et les États-Unis soient capables de faire en Irak ce qu'ils viennent de réussir en Afghanistan : parvenir à un accord de tous les groupes ethniques et religieux sur une constitution démocratique. La récente Loya Jirga, organisée par Brahimi, a permis l'adoption de documents combinant les aspirations des constituants et celles standards de la communauté internationale. Si les délégués sont les pères du nouvel Afghanistan, Brahimi et Zalmay Khalilzad en sont les oncles. L'Afghanistan est au moins aussi divisé ethniquement que l'Irak et la situation économique et sociale y est encore pire. Si les Afghans ont réussi à élire pacifiquement des délégués et à adopter une constitution démocratique, on peut espérer un résultat similaire en Irak. Toutefois, pour certains aspects, la situation afghane est plus favorable que celle de l'Irak. Les Talibans ont été renversés avec le soutien de toute la communauté internationale et l'ONU a donc joué un rôle dans l'évolution de l'Afghanistan depuis le commencement. En outre, les États-Unis n'ont pas fondé la coalition qui a renversé les Talibans, ils se sont liés à celle déjà existante unissant l'Inde, l'Iran et la Russie, derrière l'Alliance du Nord. Les pays voisins ont donc été très vite associés. Reproduire ces paramètres en Irak ne sera pas facile, mais si un homme peut y parvenir c'est Brahimi. Avec lui, nous devons davantage impliquer l'ONU en Irak et organiser un forum avec tous les pays voisins.

Bono, Mitch McConnell



Bono est le chanteur du groupe U2. Il est militant de la lutte contre le SIDA et pour l'annulation de la

« Une héroïne de la démocratie, abandonnée loin et trop seule »

Source : International Herald Tribune

Référence : « A heroine of democracy, left far too lonely », par Bono et Mitch McConnell, *International Herald Tribune*, 19 janvier 2004.

De l'Irlande au Kentucky, nos foyers respectifs, **Aung San Suu Kyi** apparaît comme une icône moderne du courage politique. Toutefois, en dépit du respect dont elle jouit, elle reste prisonnière dans le pays où elle a passé la majeure partie de sa vie d'adulte à se battre pour la démocratie. Les abus contre les

dette des pays du tiers-monde. Il a fondé l'association DATA (*Debt, AIDS, Trade in Africa*). Il vient de recevoir le prix Martin Luther King par le King Center pour son action politique.



Mitch McConnell est sénateur Républicain du Kentucky.

Droits de l'homme commis par la junte qui contrôle la Birmanie sont encouragés par ceux qui préfèrent ne pas regarder la question en face. Aung San Suu Kyi a été arrêtée avec des compagnons démocrates le 30 mai par le pouvoir birman et elle n'est sortie de prison pour être placée en résidence surveillée que depuis septembre pour subir une importante opération chirurgicale. Le pouvoir birman ne peut pas se permettre qu'elle meure, contrairement aux 1500 autres détenus politiques.

L'arrestation a été condamnée internationalement, y compris par l'ASEAN, et les États-Unis et le Japon ont même pris des sanctions économiques. Cela reste cependant insuffisant. La Birmanie doit être une priorité de l'administration Bush et Colin Powell doit en discuter avec tous ses homologues dans le monde. L'Europe doit adopter un ton plus ferme durant la présidence irlandaise. Kofi Annan doit travailler avec les pays voisins de la Birmanie pour faire libérer le prix Nobel et le Conseil de sécurité doit décider de sanctions économiques. Enfin, et surtout, les gens ordinaires doivent faire pression sur les États et les entreprises qui soutiennent le régime.

David B. Rivkin, Darin R. Bartram

David Rivkin est avocat au cabinet Baker & Hostetler à Washington. Il a été membre du département de la Justice sous les administrations Reagan et Bush père.

Darin R. Bartram est partenaire du cabinet d'avocat Baker & Hostetler à Washington.

« En défense de la barrière »

Source : International Herald Tribune

Référence : « In defense of the fence », par David B. Rivkin et Darin R. Bartram, *International Herald Tribune*, 19 janvier 2004.

L'assemblée générale de l'ONU a saisi la Cour de justice sur un sujet brûlant en lui demandant son opinion sur la barrière de sécurité d'Israël. Pour les Anglo-Américains et les autres puissances clé, la barrière n'est ni unique, ni illégale. Le gouvernement britannique a construit des barrières similaires en Irlande du Nord entre les communautés et la plupart sont encore en place et, à Bagdad, la Coalition dirigée par les États-Unis a fortifié tout un quartier. Ces pays ne doivent pas rester neutres car si la barrière était déclarée illégale par la Cour, cela empêcherait les nations démocratiques de gérer leurs problèmes de sécurité.

Pour Israël, cette barrière doit diminuer le nombre d'attentats suicide dans le pays et éviter de mener de nouvelles incursions en Cisjordanie. Les Palestiniens et les opposants à Israël présentent la construction de la barrière comme une annexion territoriale, même l'administration Bush l'a qualifiée de « problème ». En réalité, seuls huit kilomètres sur les 180 forment un mur, le reste n'est composé que d'une clôture, facile à construire, facile à démonter. Pourtant, les opposants, parmi lesquels on trouve Kofi Annan, affirment que la barrière pourrait nuire définitivement au processus de paix israélo-palestinien. Pour d'autres, comme Henry Kissinger, au contraire, cette barrière, en limitant le nombre d'attaques, peut relancer le processus de paix.

Quoi qu'il en soit, il s'agit là d'opinions politiques et il ne faut pas en faire un

sujet juridique. Affirmer qu'un État vivant quotidiennement sous la menace d'attentats suicide n'a pas le droit de se défendre, même passivement en construisant une barrière, suggère que le vrai problème des opposants est l'existence d'Israël. Les opposants estiment que la barrière s'oppose à la convention de Genève de 1949, mais il faudrait qu'ils démontrent que cette barrière entraîne un « traitement inhumain » des Palestiniens.

S'ils veulent continuer à pouvoir se défendre, le Royaume-Uni, les États-Unis et les autres nations doivent soutenir la légalité de la barrière israélienne.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paielement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Jerusalem Post, Jordan Times



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Ariel Sharon critique l'opposition de la Jordanie au mur de séparation

Référence : « Peres : PM using intelligence information against Labor », par Gil Hoffman et Herb Keiron, *Jerusalem Post*, 19 janvier 2004. « Sharon's office 'clarifies' his barrier remarks against Jordan », *Jordan Times*, 20 janvier 2004.

Le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, a vivement réagi au fait que la Jordanie ait pris la tête de la contestation arabe du mur de séparation, en prévision du procès qui doit se tenir prochainement devant la Cour internationale de justice de La Haye.

« *Nous ne sommes pas contents de l'intervention de la Jordanie dans le débat de La Haye. Nous leur avons signalé qu'ils avaient quelque chose à y perdre.* », a-t-il déclaré devant la commission de la Knesset consacrée aux Affaires étrangères et à la Défense.

Selon le Premier ministre, la Jordanie, qui a signé un traité de paix avec Israël en 1994, mène actuellement la campagne du monde arabe contre la « *clôture de sécurité* » israélienne, parce que les Jordaniens craignent que cela conduise à un afflux de Palestiniens sur leur territoire.

La semaine dernière, le ministre des Affaires étrangères jordanien, Marwan Muasher, a ainsi déclaré que des officiels jordaniens se rendraient à La Haye pour y aider à l'élaboration d'une argumentation juridique contre le mur, devant la Cour internationale.

Les propos d'Ariel Sharon ont contraint son cabinet à « *clarifier* » ces remarques, lundi 19 janvier 2004. D'après le porte-parole de l'ambassade israélienne à Amman, Amir Weissbrod, Ariel Sharon « *n'a pas mis en garde la Jordanie* », avec laquelle Israël « *a des relations bonnes et stratégiques. (...)* Cependant, les prises de position de la Jordanie concernant la clôture excèdent l'esprit de ces relations. »

Le même jour, Marwan Muasher a déclaré à l'agence de presse jordanienne, Petra, que la position de la Jordanie à l'égard du mur était claire, indiquant qu'il ne menace pas seulement l'établissement d'un État palestinien viable et le processus de paix, mais aussi la sécurité nationale de la Jordanie.

Le ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom, doit se rendre en Jordanie la semaine prochaine.

Syria Times



Ariel Sharon ne veut pas ouvrir avec la Syrie des négociations pouvant aboutir à un retrait du Golan

Référence : « Sharon says talks with Syria would mean abandoning Golan Heights », *Syria Times*, 20 janvier 2004.

Le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, a déclaré, lundi 19 janvier 2004, que le fait d'entamer des négociations avec la Syrie ne pourrait que mener, au final, à un retrait du Golan occupé, d'après une source parlementaire anonyme, citée par le *Syria Times*.

Selon cette source, qui a assisté à la réunion de la commission de la Knesset consacrée aux Affaires étrangères et à la Défense, ces propos sont un moyen pour Ariel Sharon de rejeter la reprise des négociations de paix. Ariel Sharon a en effet fréquemment écarté l'idée d'un quelconque retrait du Golan, ce plateau stratégique pris à la Syrie en 1967 et annexé par Israël en 1981.

Le leader d'opposition Shimon Peres a indiqué à la radio qu'« apparemment, Sharon parlait de la fin des négociations avec la Syrie afin de s'assurer que de telles négociations ne commencent même pas. »

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

L'Union européenne et les États-Unis s'opposent aux « assassinats ciblés » israéliens

Référence : « EU, US warn Israel against targeted killings », par Margot Dudkevitch, *Jerusalem Post*, 18 janvier 2004.

L'Union européenne et les États-Unis ont appelé Israël à ne plus mener d'« assassinats ciblés », affirmant que de tels actes sont contre-productifs pour le processus de paix dans la région. Le porte-parole de l'Union, Diego Ojeda, a ainsi déclaré à l'Associated Press que l'Union européenne s'était déjà exprimée à plusieurs reprises contre ces assassinats extra-judiciaires.

Le porte-parole du Département d'État, Richard Boucher, a indiqué pour sa part que, si Israël a le droit de se défendre, il devrait néanmoins envisager les conséquences de ces actes. Il a ensuite ajouté que les États-Unis s'opposaient aux assassinats ciblés.

Ces déclarations sont une réponse à celles des responsables israéliens qui ont annoncé, après l'attentat de mercredi, qu'Israël allait continuer à viser les « bombes à retardement », sans mentionner explicitement le Hamas, mais en indiquant que le cheikh Ahmed Yassin, leader du mouvement, avait personnellement donné son accord à l'envoi de la jeune kamikaze.

Des propos qui ont fait dire à Diego Ojeda que « procéder de telle manière

contre une figure dirigeante d'une organisation terroriste palestinienne serait contre productive pour l'accomplissement de la paix au Proche-Orient ».

Ha'aretz, Jerusalem Post



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Le gouvernement israélien continue à débattre du mur de séparation

Référence : « PM admits fence harms Palestinians », par Aluf Benn et Gideon Alon, *Ha'aretz*, 19 janvier 2004. « Jerusalem barrier 'most dramatic change' since 1967 », par Etgar Lefkovits, *Jerusalem Post*, 19 janvier 2004.

Le gouvernement israélien a décidé, dimanche 18 janvier 2004, d'étudier les portions déjà construites du mur de séparation pour trouver des moyens d'alléger le fardeau qu'il fait peser sur les villages palestiniens avoisinant. Il envisage de modifier le tracé des portions qui n'ont pas encore été construites, en accord avec la position que le gouvernement défendra devant la Haute Cour de justice.

Au cours de la réunion du cabinet restreint, le Premier ministre, Ariel Sharon, a évoqué cette modification de tracé, liée aux conséquences « *bonnes et mauvaises* » du mur : il a permis d'éviter avec succès des attaques terroristes, mais il reste « *insatisfaisant quant au tort qu'il fait à la vie quotidienne des Palestiniens* ».

Ariel Sharon a également cité l'« *opinion délicate* » sur le sujet émise par le Procureur général, Edna Arbel, qui a déclaré qu'elle aurait beaucoup de mal à défendre certains tronçons de la clôture devant la Haute Cour.

Le ministre de la Défense, Shaul Mofaz, s'oppose pour sa part à toute modification du tracé. « *Je suis capable de défendre chaque centimètre du tracé actuel et de montrer pourquoi il est nécessaire pour protéger les citoyens d'Israël* ». Il a affirmé par ailleurs être conscient des problèmes humanitaires créés par la clôture, et a annoncé la création d'une unité spéciale au sein du ministère de la Défense qui s'occupera spécifiquement de cette question.

D'après des sources du milieu de la Défense, citées anonymement par *Ha'aretz*, Ariel Sharon envisage simplement des modifications tactiques du tracé, en réponse aux pressions légales et politiques qui s'exercent sur lui, mais aucune « *modification stratégique* », qui placerait par exemple la clôture uniquement le long de la Ligne verte d'avant 1967.

Les discussions sur la position que doit tenir Israël devant la Cour Internationale de La Haye au sujet de la construction a fait l'objet d'un désaccord entre le ministre de la Justice, Yosef Lapid, d'une part, et Silvan Shalom et le directeur de cabinet d'Ariel Sharon, Dov Weisglass, d'autre part. Le ministre de la Justice souhaite en effet qu'Israël fasse valoir ses arguments afin de remporter la « *bataille pour l'opinion publique internationale* » que seront les audiences, quand ses deux contradicteurs se rangent derrière l'avis des juristes et veulent uniquement contester la légitimité de la Cour .

D'après ces sources, Israël aurait rejeté la troisième possibilité qui consistait à ne pas se rendre à l'audience.

Une étude du *Jerusalem Institute for Israel Studies (JIIS)* a fait état, du fait que

la « clôture de sécurité » est « le changement le plus dramatique » à Jérusalem depuis la guerre des six jours, survenue en 1967. Selon cette étude, les 70 kilomètres de la clôture qui passent à la périphérie de la ville devraient occasionner une augmentation de la population arabe de la ville, qui souhaiterait rester du côté israélien du mur. « En tant que mesure fondamentale d'auto-défense, en réponse aux actes de terrorisme provenant de Cisjordanie, [ce mur] est justifié à tous les niveaux », indique le rapport.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Le Premier ministre israélien révèle une rencontre récente entre Shimon Perès et Ahmed Qureih

Référence : « Peres : PM using intelligence information against Labor », par Gil Hoffman et Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 19 janvier 2004.

Le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, a accusé, lundi 19 janvier 2004, le Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih, d'éviter toute rencontre avec lui. Au cours d'une réunion devant la commission de la Knesset consacrée aux Affaires étrangères et à la Défense, Ariel Sharon a révélé que son homologue palestinien avait rencontré, mardi 13 janvier, le leader d'opposition Shimon Peres, au domicile de l'émissaire onusien pour le Proche-Orient, Terje Roed-Larsen, à Tel-Aviv. Il a ensuite accusé le parlementaire travailliste, Haim Ramon, dont il avait récemment révélé la rencontre avec le négociateur en chef palestinien, Saeb Erekat, de l'avoir « durement critiqué » au cours de cette réunion, qui s'est tenue au domicile de l'ambassadeur états-unien, Dan Kurtzer. Les parlementaires de l'opposition se sont indignés devant l'utilisation par le Premier ministre des services de renseignement « à des fins politiques ». Pour Shimon Peres, « il est impensable que Sharon puisse utiliser les services de renseignement pour des raisons politiques. De telles choses n'ont pas cours dans les régimes démocratiques. En tant que leader d'opposition, j'ai légalement le droit de rencontrer qui je veux et le Premier ministre ne peut pas révéler d'informations en vue de donner l'impression que mes rencontres sont illégales ».

Le Parti travailliste appelle à l'établissement d'une enquête indépendante afin de vérifier si le Premier ministre a ordonné aux services de sécurité de surveiller ses activités.

Dans le même temps, le cabinet d'Ahmed Qureih a démenti que le Premier ministre palestinien ait rencontré Shimon Peres.

L'Orient Le Jour



Regain de tension à la frontière israélo-libanaise

Référence : « Brusque regain de tension à la frontière, Tel-Aviv menace de représailles », *L'Orient Le Jour*, 20 janvier 2004.

Le Hezbollah a détruit, lundi 19 janvier 2004, un « *bulldozer israélien ayant franchi la frontière* », tuant un soldat israélien et en blessant un autre grièvement. Selon la radio militaire israélienne, le bulldozer, qui déminait une zone située non loin d'une piste militaire, était « *en territoire israélien* ». Pour l'ONU, au contraire, il se trouvait en territoire libanais.

Selon un porte-parole de l'armée israélienne, le bulldozer aurait été touché par une roquette anti-char, tandis que le Hezbollah n'a pas précisé s'il avait utilisé un vecteur ou simplement posé une bombe télécommandée.

Le commandant israélien de la région Nord, le général Benny Gantz, a accusé le « *gouvernement libanais et la Syrie de permettre au Hezbollah d'agir à la frontière (...) Ceux qui se trouvent du côté nord de la frontière (au Liban) feraient bien d'être inquiets* », a-t-il prévenu lors d'une rencontre avec des journalistes, sans donner de précisions sur d'éventuelles réactions militaires à cette attaque.

Le conseiller diplomatique du Premier ministre israélien Ariel Sharon, Dore Gold, a pour sa part dénoncé la « *duplicité du régime syrien, qui parle de paix aux journalistes occidentaux tout en soutenant les attaques du Hezbollah contre Israël* »

Par ailleurs, l'espace aérien au-dessus du Liban sud a été violé plusieurs fois par des appareils israéliens, le même jour, à la fois par des chasseurs et des hélicoptères. Ces incursions ont suscité des tirs de DCA par le Hezbollah.

Le représentant du secrétaire général de l'Onu au Liban, Staffan de Mistura, a réagi en publiant un communiqué selon lequel « *les Nations unies expriment leur consternation à propos du grand nombre de violations aériennes de la ligne bleue enregistrées le 19 janvier, avec le survol de dix avions* » israéliens du territoire libanais. « *De telles actions ne peuvent qu'augmenter la tension à la frontière et rendre plus difficiles les tentatives de maintenir un climat stable* » dans la région, a-t-il ajouté.